

**Objet : Marché passé sans publicité ni mise en concurrence en raison de son objet : renouvellement de la base bibliographique Electre – Médiathèque.**

**LE MAIRE DU BOURGET,**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-22 4° ;

VU le Code de la commande publique, notamment ses articles L.2122-1 et R.2122-8 ;

VU la délibération n° 1 en date du 2 mars 2023 par laquelle le Conseil Municipal a délégué ledit jour à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières concernées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le devis n° D-033225 en date du 3 octobre 2023 présenté par la société Electre Data Services relatif au renouvellement de l'abonnement Electre ;

**CONSIDÉRANT** que la médiathèque est abonnée à la plateforme Electre, spécialisée dans les services et données pour les réseaux et métiers du livre ;

**CONSIDÉRANT** que l'abonnement annuel étant arrivé à échéance, il convient de procéder à son renouvellement ;

**CONSIDÉRANT** que le montant maximum annuel de 5 000 euros des autorisations de dépenses déléguées à Monsieur le Maire en vertu de la délibération n° 1 du Conseil municipal du 2 mars 2023 susvisée n'a pas été atteint en ce qui concerne cette nature de prestation ;

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** D'accepter la proposition présentée par la société Electre Data Services, sise 35 rue Grégoire de Tours à Paris 6<sup>ème</sup> d'un montant de 3 110,00 euros HT, soit 3 732,00 euros TTC, relatif au renouvellement de la base bibliographique Electre ;

**Article 2 :** De signer tout document afférent ;

**Article 3 :** D'imputer et de régler les dépenses sur les fonds propres de la collectivité à la section de fonctionnement du budget communal prévu à cet effet sur l'exercice 2024 ;

**Article 4 :** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture auprès du tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ;



**Article 5 :** Monsieur le Directeur général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal au cours de la séance suivant cette décision ;

**Article 6 :** Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis ;
- Monsieur le Trésorier municipal ;
- la société Electre Data Services.

Fait au Bourget, le **11 JAN. 2024**

**Le Maire,**



  
**Jean-Baptiste BORSALI.**

Date de transmission en Préfecture : **11 JAN. 2024**

Date de mise en ligne : **15 JAN. 2024**